

[Text]

addressing of population, in terms of any strategy that we were... Was it the World Bank or IMF, and you, do you remember?

Mrs. Stewart: World Bank.

Mr. McLean: When we start looking at the questions of flows and of enlightened self-interest for Canadians, given the restructuring we are going through, the withdrawal from serious aid flows in the United States, the general restriction of northern flows, the linking in any strategy for sales in Canada seems to me to come around our self-interest in terms of the environmental concerns which we are seeing, the question of stability in the future which we can link to health, and the question of commodities. On our own we understand commodity fluctuations.

• 1230

When we were in Zambia they said to us if they knew what the copper prices were going to be even for three or four years—just to comment on the scenario that Marcel had of the reductions—if they knew the base on which they were operating, maybe they could deal with it.

Just to conclude, it might be helpful to us to hear some thoughts as to how strategically we can link some of these concerns to sales in Canada. In terms of making the case for tight dollars in Canada what can Canada do, for example, around commodity prices. In many of these countries if they accept the structural adjustment program they have so many variables once they have accepted it that the plan they put in place is often undercut by these kind of international factors. I would be interested to know whether you see some windows we could deal with there.

Thirdly, when we look at alternatives and say all right, the world bank IMF scenario has to be challenged, what are the pros and cons of the kinds of scenarios that Professor Adediji brought before our committee in the ECA's alternate African proposal? These are just a few areas that would help us if you have any thoughts on them.

Mr. Massé: Mr. Chairman, I will comment on only a few of the points. On commodity prices, basically with regard to most commodities Canada is not a large enough consumer in the world to really have a major effect on prices. Therefore we have to play internationally, in other words, through the buffer stocks for instance that have been created through the various controlled markets in coffee, although that one is now not in operation, cocoa, cotton and so on. We have, I must say, played a useful role in the last few years to try to bring some order to these markets, and the best way to proceed is to continue to do that. I do not think that even controlling sales of

[Translation]

ces gens-là s'intéressaient sérieusement à la question de la population, et en tenaient compte dans leur stratégie... Je ne me souviens pas si c'était cependant des gens de la Banque mondiale ou du FMI; et vous, vous en souvenez-vous?

Mme Stewart: C'étaient des gens de la Banque mondiale.

M. McLean: Lorsqu'on étudie cette question des échanges et de l'intérêt qu'il représente pour les Canadiens, dans le meilleur sens du terme, étant donné la restructuration en cours ici et la diminution importante de l'aide provenant des États-Unis et des pays du nord en général, il me semble que le fait de lier l'aide au sein d'une stratégie de vente au Canada revient à servir notre propre intérêt. J'entends par là que nous pouvons ainsi lier l'aide à des questions qui nous préoccupent comme l'environnement, la stabilité politique, qui est à son tour liée à la santé, et les marchandises. Pour ce qui est de ces dernières, nous comprenons déjà la fluctuation de leur cours.

Lorsque nous étions en Zambie, on nous a dit que si l'on pouvait prévoir le cours du cuivre pour trois ou quatre ans, alors on pourrait peut-être planifier et contrôler la situation. Je disais cela en me reportant aux propos de M. Massé sur les réductions.

En guise de conclusion, il sera peut-être utile, sur le plan de la stratégie, qu'on nous dise comment lier certaines de ces préoccupations à des ventes au Canada. Si on veut défendre par exemple le resserrement de l'aide canadienne, il faudrait peut-être axer notre démarche sur le prix des marchandises. Dans bon nombre de pays où l'on accepte l'ajustement structurel, il y a tellement de variables, que le programme se voit compromis dès sa mise en oeuvre par tous ces autres facteurs internationaux. J'aimerais donc savoir si d'après vous, il y a des créneaux où nous pourrions intervenir.

Troisièmement, au sujet des solutions de rechange que nous préconiserions à la place des mesures du FMI, quel est le pour et le contre des propositions que nous a soumises le professeur Adediji et qui émanent de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique? Vos idées là-dessus nous seraient utiles.

M. Massé: Monsieur le président, je me limiterai à quelques points seulement. Pour ce qui est du prix des marchandises, en général, par rapport à la plupart des biens, le Canada ne constitue pas un marché assez vaste pour influencer sur les prix. Nous devons donc agir sur le plan international, autrement dit, par l'entremise du mécanisme de financement de stocks régulateurs qui ont été créés dans les divers marchés contrôlés du café, bien que ce dernier ne fonctionne plus, du cacao, du coton et le reste. Je dois dire que ces dernières années, nous avons fait oeuvre utile en mettant un certain ordre dans ces marchés, et je crois que ce qu'il y a de mieux à faire est de